



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

www.npa2009.org

ARCELOR, PSA, PETROPLUS, CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE...

EXPROPRIATIONS LES LICENCIERS

Le sentiment des salariéEs d'Arcelor Mittal est bien résumé par l'accusation de «haute trahison» portée par le responsable CFDT du site de Florange, à l'encontre du gouvernement.

Oubliées les déclarations fracassantes de Montebourg appelant à dégager le milliardaire Mittal. Oubliée la timide promesse de nationalisation provisoire censée permettre le maintien de l'activité. Cette nationalisation provisoire n'offrait certes pas de garantie pour le maintien de l'emploi, mais elle était perçue par les salariéEs comme une claque pour Mittal. Le gouvernement n'a même pas eu cette petite audace.

UN ACCORD HONTEUX

L'accord secret entre Mittal et le gouvernement est une escroquerie. Pour ce qui est des engagements de Mittal, les salariéEs savent à quoi s'en tenir: fermeture de Gandrange, 300 millions d'investissements promis mais jamais arrivés à Florange.

Au total, cela signifie des milliers d'emplois directs ou indirects supprimés dans la région.

Pour Mittal, son engagement de 180 millions d'euros d'investissements dans Florange ne représente rien: c'est un tiers des 542 millions que vaut son patrimoine immobilier à Londres, les miettes de ses 34 milliards d'euros de fortune personnelle. Pour Mittal, «*il est positif que nous soyons parvenus à un accord sur l'avenir de nos activités à Florange*», un accord qui ne lui coûte pas grand chose. Mais pour les salariéEs, l'emploi est la seule source de revenus!

IMPOSONS UNE AUTRE POLITIQUE

Avec cet accord, le gouvernement s'aligne complètement derrière Parisot, patronne du Medef: «*toute notre société est construite sur un principe essentiel, celui du droit de propriété (...) Ebranler ce principe... c'est très grave*». La mise hors d'état de nuire de ce patronat, sans scrupule, est donc pour nous d'actualité. Les reculades et l'aplatissement du gouvernement sont dans la logique de la mise en œuvre de sa politique d'austérité dirigée avant tout contre les salariéEs.

Chez PSA, Petroplus, Chantiers de l'Atlantique, Sanofi, c'est la même question qui est posée: comment enlever aux licenciés leur pouvoir de nuisance. Tous ont déjà reçu des millions d'euros de subventions, tous bénéficient déjà des allègements de cotisations sociales, soi-disant pour préserver l'emploi.

La seule solution est de mettre en cause ce pouvoir patronal, de ce droit de propriété privé des moyens de production. La sauvegarde de centaines de milliers d'emplois suppose non seulement l'expropriation des licenciés mais aussi l'interdiction des licenciements et la réduction du temps de travail. Des mesures que seule la mobilisation des travailleurs de Florange, des Chantiers de l'Atlantique, Petroplus, Sanofi, PSA et au-delà pourront imposer. Une véritable opposition de gauche aux diktats patronaux et à la politique du gouvernement.

POUR PRENDRE CONTACT:

Envoyez vos coordonnées par courrier à : NPA, 2 rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil

Ou par mail à : ecrire@npa2009.org

Nom :

Prénom :

Adresse :

Tél :

Mail :